

**Michigan State University  
Accord de Coopération sur la Sécurité Alimentaire III (FS III)**

**Renforcement de la Capacité de Mise en Œuvre de la Politique de  
Sécurité Alimentaire au Mali**

**Une Proposition à l'USAID/Mali pour un Associate Award FS III**

**Le 30 Septembre 2008**

**Titre du Projet :                   Renforcement de la Capacité de Mise en Œuvre  
de la Politique de Sécurité Alimentaire du Mali**

**I.       Contexte et Justification**

C'est une proposition en réponse à l'appel à proposition de la mission de l'USAID au Mali pour un Associate Award sous l'accord compétitivement attribué de Coopération sur la Sécurité Alimentaire III (FS III). FS III est un accord de coopération leader avec des accords de coopération associés (LWA) dans lequel l'Accord leader couvre des activités globales (et par conséquent dans toute l'Afrique), complété par des associate awards (subventions et accords de coopération) qui sont en conformité avec la Description du Programme de l'Accord leader et qui sont financés par des missions ou bureaux. Aucune concurrence ou suppression de concurrence n'est exigée pour des associate awards.

Le but stratégique de l'Accord de Coopération sur la Sécurité Alimentaire III est d'intégrer les résultats de recherche appliquée dans les discussions de politique et la conception de programme sur le plan national, régional, et international afin de favoriser la croissance agricole rapide et durable comme moyens de réduire la faim et la pauvreté. L'approche et les thèmes et activités spécifiques de recherches pour FS III sont conformes aux objectifs et aux secteurs focaux de l'initiative du gouvernement américain pour l'éradication de la famine en Afrique (IEHA) et le Programme Complet de Développement Agricole de l'Afrique (CAADP) du Nouveau Partenariat Africain pour le Développement (NEPAD).

Les thèmes de recherches et les activités de FS III couvrent en gros la sécurité alimentaire dans un contexte de transformation structurelle, et aident à identifier les directions stratégiques pour les échanges et la commercialisation des produits agricoles, la promotion des intrants, la génération de revenus non agricoles requis pour réaliser une productivité dynamique et la croissance de revenu, et l'utilisation durable des ressources naturelles. Les thèmes principaux de recherche de FS III sont : (1) Améliorer la performance des systèmes alimentaires, y compris le renforcement de la productivité agricole, les chaînes de valeur spécifiques de certains produits de base et la performance des marchés des intrants et des produits et les échanges; (2) Comprendre la dynamique des revenus des ménages et de leur survie, y compris le niveau et la distribution des actifs ruraux, les actions collectives pour le financement des investissements sociaux et d'infrastructure, et les réponses à la mortalité élevée du premier âge ; et (3) Comprendre la gestion des interactions sécurité alimentaire/ressources naturelles pour atteindre un système alimentaire plus vert et plus sûr.

Les activités de renforcement de capacité soutiennent les objectifs de recherche et de diffusion du projet. MSU s'associe avec des organisations africaines et internationales pour mettre en œuvre la formation diplomante et la formation de courte durée dans la recherche, l'analyse de politique et les capacités de vulgarisation.

## **II. Objectifs**

Cette proposition pour un Associate Award vise à renforcer les capacités du gouvernement malien, aussi bien que les départements de l'enseignement supérieur au Mali, à développer des réponses analytiques basées sur le marché aux questions de sécurité alimentaire conformément au Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine (PDAA) du NEPAD à moyen et à long terme. La proposition vise spécifiquement à augmenter et développer davantage les capacités techniques et analytiques du Commissariat à la sécurité alimentaire (CSA) et ses services rattachés ; apporter une assistance pour la mise en œuvre des plans locaux de sécurité alimentaire à travers le pays; développer un curriculum académique et pratique pour l'université de Bamako/IPR Katibougou comme appui aux analystes maliens formés pour assurer la sécurité alimentaire durable; Appuyer l'organisation de la Table Ronde du Mali à travers l'appui au comité chargé de la préparation du compact/ PDAA-NEPAD. Ces objectifs sont entièrement conformes à la réponse du gouvernement américain à la crise alimentaire globale annoncée par le Président Bush en Mai 2008 et la description du programme approuvée sur le Leader Award FS III.

Le programme proposé s'appuie fortement sur les travaux précédents de MSU sur le renforcement de la sécurité alimentaire au Mali, spécifiquement les 3 efforts récents : (a) un Associate Award FS III en 2004-2007 de l'USAID/Mali pour travailler avec le CSA afin d'aider les communautés locales à développer leurs propres plans de sécurité alimentaire comme prélude à la mise en œuvre de la stratégie nationale de sécurité alimentaire (SNSA) ; (b) un fond de l'USAID/ALO pour aider l'IPR/IFRA (la faculté d'agriculture de l'Université de Bamako) à reformer son programme de deux ans (BAC+2) de technologie agricole ; et (c) un appui de l'USAID/AFR à soutenir l'implication initiale du Mali dans le processus Ouest Africain du PDAA./NEPAD

## **III Approche proposée**

En mettant en œuvre le projet proposé, MSU utilisera fortement l'expertise malienne, comme réclamé dans les termes de référence, en faisant équipe avec le CSA et ses services rattachés (par exemple, l'observatoire du marché (OMA) et le système d'alerte précoce (SAP), l'Institut d'Economie Rurale (IER), et l'IPR/IFRA. Si nécessaire, MSU complétera l'expertise locale de ces structures en recrutant les consultants locaux d'autres structures maliennes pour des tâches spécifiques. MSU développera des plans de travail annuels en consultation avec ces partenaires cités et l'USAID/Mali pour exécuter le programme énuméré ci-dessous. MSU mettra également l'accent sur le partenariat avec ces structures maliennes, consultation et collaboration avec d'autres efforts soutenus par l'USAID (par exemple, le programme de décentralisation de l'USAID/Mali), et, dans ce projet, concevoir des activités transversales qui adressent plus qu'un objectif (par exemple, impliquer l'IPR/IFRA dans le travail de suivi et évaluation de la mise en œuvre des plans locaux de sécurité alimentaire).

MSU complétera l'expertise malienne par l'apport de talent disponible parmi les membres du corps professoral de MSU dans les secteurs couverts par le projet. Ces membres travailleront étroitement avec leurs associés maliens, dans le modèle de Land-Grant de renforcement de

capacité à travers la collaboration. Quatre Professeurs, John Staatz, Eric Crawford, Duncan Boughton et le coordonnateur du Projet Niama Nango Dembélé, joueront des rôles majeurs en mettant en œuvre et en coordonnant le projet. En outre, pour des secteurs fortement spécifiques, tels que le développement du programme d'études ou le travail avec les associés maliens sur la compréhension du rôle de l'analyse appliquée de politique alimentaire aux USA et dans d'autres pays, MSU choisira des professeurs qui sont des experts dans ces domaines. Ces derniers auront tous à fournir un effort de niveau faible par rapport au budget, mais seront affectés aux secteurs spécifiques de leur expertise.

## ***2.1 Objectif 1 : Augmenter et Développer Davantage les Capacités Techniques et Analytiques du CSA et de ses services rattachés***

### **2.1.1 Termes de Référence**

Les termes de référence de l'USAID soumis à MSU indiquent que l'assistance et l'appui général consisteront au minimum à:

- La formation technique de court terme identifiée en même temps que le CSA destinée à améliorer les compétences analytiques en plus des tâches quotidiennes;
- L'identification et l'appui à deux économistes à travailler au CSA sur des analyses de marché pour les besoins nationaux.
- L'exécution d'études appropriées que le CSA et d'autres services rattachés proposeraient d'entreprendre ;
- Fournir une formation ciblée au personnel des services rattachés (SAP, OMA, etc..) pour développer les compétences techniques appropriées ;
- L'organisation et la tenue d'un atelier méthodologique sur l'analyse de la sécurité alimentaire et le suivi et évaluation ;
- Mise à jour des équipements informatiques et autre équipement des technologies de l'information appropriés et nécessaires pour le CSA et ses services rattachés.
- Développer et mettre en œuvre une campagne de sensibilisation sur la SNSA et les activités de sécurité alimentaire dans tout le pays en collaboration avec le CSA. La diffusion devrait porter en particulier sur des activités durables qui améliorent le fonctionnement du marché céréalier.

### **2.1.2 Composantes du programme**

Le renforcement de la capacité analytique du CSA doit avoir lieu pour le personnel au siège du CSA à Bamako et aux 8 délégations régionales du CSA qui seront mises en place en 2009. Des compétences analytiques améliorées sont nécessaires également dans des services rattachés au CSA tels que l'Observatoire du Marché (OMA) et le Système d'Alerte Précoce (SAP). Toutes ces structures sont des éléments nécessaires de la stratégie nationale décentralisée de sécurité alimentaire du Mali. Pour atteindre les objectifs de programme, le projet effectuera les activités suivantes :

- **Mission d'étude de la Commissaire à la Sécurité Alimentaire et trois personnels importants aux USA**

MSU propose que tôt dans le projet, la Commissaire à la sécurité alimentaire, deux de ses principaux collaborateurs (le Directeur de la Division Commercialisation du CSA et le Directeur de la Division Planification et Etudes), et le Coordonnateur Malien du PRMC/COC entreprennent une mission d'études de deux semaines aux USA. L'objectif serait de rencontrer les analystes et les décideurs principaux du Michigan et de Washington DC pour discuter du rôle de l'analyse économique dans les agences de politique alimentaire et comment de telles activités sont organisées aux USA (par exemple, liens entre les universités de Land Grant et les agences de politique sur le plan régional et national et le rôle de l'ERS dans la conduite de recherche appliquée pour informer les décideurs dans l'USDA). MSU a suivi une approche semblable en lançant le projet PASIDMA pour restructurer et décentraliser le système d'information du marché du Mali (OMA). Les principaux dirigeants de la Chambre d'Agriculture du Mali (qui abrite maintenant l'OMA) ont voyagé aux USA pour voir des associations alternatives publique-privées dans des services d'informations agricoles et le rôle de la recherche appliquée dans l'appui aux organisations paysannes. Ce voyage a été d'une valeur inestimable pour aider les partenaires maliens de MSU à voir d'autres modèles de services de soutien à l'agriculture qui sont très différents de ceux dont ils ont l'habitude et à comprendre d'où "MSU venait " philosophiquement en préconisant certaines approches pour restructurer l'OMA. Le voyage a été d'un grand apport dans le succès suite du projet PASIDMA, et nous prévoyons des avantages semblables à la visite d'étude proposée pour ce projet. La Commissaire et ses collègues vont passer une semaine au Michigan pour s'entretenir avec MSU, les décideurs de l'Etat de Michigan, et les organisations paysannes pour discuter de la façon dont ils structurent et emploient l'analyse de politique alimentaire. A Washington, ils visiteront l'USDA, l'USAID, l'IFPRI, et des organismes similaires pour des discussions semblables.

- **Renforcer la capacité analytique du personnel du CSA, au niveau national et régional**

Cette activité concernera les étapes suivantes :

- Identifier conjointement avec le CSA les besoins de formation du personnel
- Développer les modules de formation
- Planifier et exécuter des sessions de formation

La première étape sera d'identifier les qualifications fondamentales requises par le personnel du siège du CSA et le personnel régional pour effectuer les analyses de politique alimentaire et pour comparer celles là avec les niveaux de compétences existantes afin d'identifier les besoins de formation. Il est probable que des éléments de cette évaluation soient effectués en même temps que l'estimation des besoins de formation d'une partie des services rattachés du CSA, tels que l'OMA et le SAP. Dans la mesure où les besoins de formation sont semblables, des sessions communes seront tenues avec le CSA et les services associés. Il peut également y avoir des possibilités de sessions communes de formation dans l'analyse de politique avec le personnel d'IPR/IFRA en tant qu'élément de l'effort de renforcement de la capacité d'analyse de politique de cet établissement (voir la section 2.3 ci-dessous). Ces ateliers seront complétés par la formation sur place effectuée à travers l'exécution commune de travail quotidien de recherche avec les économistes de l'IER.

- **Recrutement de deux économistes pour le CSA** pour aider à renforcer la capacité d'analyse des politiques du commissariat<sup>1</sup>. Cela impliquera :
  - Le Développement (conjointement avec le CSA) des termes de références pour les économistes,
  - L'indentification des individus qualifiés pour faire le travail
  - Fourniture et équipement de leurs bureaux
  - Impliquer les économistes non seulement dans les travaux quotidiens d'analyse des politiques mais aussi dans les études de long terme qui doivent être exécutées conjointement par le CSA et MSU tel que décrit dans le paragraphe suivant.
  
- **Effectuer des études empiriques choisies sur des questions critiques de commercialisation des principales denrées** qui touchent la sécurité alimentaire au Mali. Ces études seront effectuées conjointement par le CSA, les deux économistes, et probablement deux chercheurs de l'IER, IPR/IFRA, et/ou l'OMA. MSU va sous-traiter le travail de collecte de données avec l'IER, ce qui va permettre de maintenir et de renforcer les capacités de collection de données sur le terrain de cet important organisme malien de recherche. La liste des études possibles seront développées conjointement avec le CSA, mais des exemples d'études à être considérées concerneront entre autre :
  - Les changements dans la structure du commerce céréalier au cours des 20 dernières années : Beaucoup de décisions politiques sur la commercialisation des céréales au Mali continue à être basées sur les résultats des études qui sont vieilles de plus de 20 ans. Cependant, avec l'évolution rapide des marchés de céréales au cours des deux dernières décennies (surtout leur intégration dans un marché régional Ouest Africain plus vaste), la structure, la conduite, et la performance des marchés céréaliers ont changé, et de nouvelles études sont nécessaires pour apporter une base empirique adaptée pour la prise de décision et l'analyse de politique.
  - Le rôle que le marché joue dans les stratégies de sécurité alimentaire des ménages dans les zones à forte insécurité alimentaire au Mali (par exemple, les 166 communes les plus vulnérables, tels que classifiés par le CSA). Plusieurs politiques alimentaires actuelles du gouvernement malien supposent implicitement que le marché n'arrive pas à assurer la sécurité alimentaire dans ces "communes vulnérables" et qu'une action supplémentaire de l'Etat, souvent sous forme de distribution alimentaire directe et la création de banques locales de céréales, serait nécessaire pour suppléer le marché. Une étude est nécessaire pour tester ces suppositions primordiales, vu qu'il peut y avoir des mesures basées sur le marché à moindre coût pour aider à assurer la sécurité alimentaire dans ces zones.
  - L'impact de la décentralisation des stocks de céréales (par exemple, les banques de céréales) sur la performance du marché (stabilité des prix des céréales) : Le CSA a une politique de promouvoir les banques de céréales dans toute les communes dans le cadre de la décentralisation des stocks nationaux de sécurité alimentaire. Bien qu'une complète évaluation du programme des banques de céréales va au-delà du cadre de ce projet, MSU effectuera, avec le CSA, des études de cas sur comment les stocks décentralisés affectent

---

<sup>1</sup> Bien que l'IER soit un endroit logique pour ces discussions, le nombre d'économistes disponibles là-bas est très limité, ainsi MSU et CSA pourront aussi explorer des économistes de d'autres organismes du gouvernement comme la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de l'Université de Bamako et la Direction de Surveillance de la Stratégie Alimentaire et de Nutrition (DSSAN) du Ministère de la Santé

la performance du marché dans des localités précises aussi bien que l'analyse macroéconomique de leur impact probable sur la stabilité générale du marché.

- Les stratégies de commercialisation des paysans, selon la région et le type de paysans (niveau d'équipement, adoption des cultures de rente, etc.) : Des études de MSU entre 1985 et 1989 (et les enquêtes RuralStruc financées par la Banque Mondiale effectuées récemment conjointement par l'IER, MSU, et CIRAD) ont montré qu'en général, un petit pourcentage de la production pluviale de céréales est commercialisé, et que l'excédent commercial était hautement concentré parmi les paysans les mieux équipés dans la zone CMDT. Au cours des 20 années précédentes, avec la commercialisation agricole croissante, la pression de la croissance démographique sur la terre, et une plus grande intégration régionale des marchés, le degré d'implication des différents types de paysans dans le marché comme des acheteurs et vendeurs nets a complètement changé, et a eu des implications majeures sur le rendement des investissements dans les technologies agricoles, l'infrastructure du marché, et la vulgarisation (par exemple, à être entrepris sous les efforts du compact NEPAD/CAADP du Mali– voir section 2.4). En conséquence, une étude se penchant sur la nature changeante des stratégies de commercialisation des céréales sèches des paysans serait d'un apport précieux. Au vu de la hausse des prix de riz sur les marchés mondiaux, il serait aussi approprié d'étudier la nature changeante des stratégies de commercialisation du riz des paysans dans les zones irriguées, qui fournissent la grande partie de la production domestique, et les systèmes de production pluviale qui ont tendance à être gérés par les femmes.
- **Fournir une formation sur place au personnel des services rattachés au CSA (exemple, SAP, OMA) dans l'analyse des marchés.** Comme mentionné plus haut, selon les besoins de formation identifiés, une partie de cette formation sera effectuée conjointement avec le personnel du CSA et de l'IPR/IFRA, mais il est possible qu'une bonne partie de la formation pour les services rattachés soit d'un grand niveau – exemple, l'utilisation des modèles des prix de parité pour prévoir les prix à l'importation du riz et analyser la compétitivité des exportations des céréales du Mali dans les pays voisins, le développement des bulletins améliorés des perspectives du marché, et des sujets similaires. La formation sur place viendra aussi à travers l'implication de personnel choisi de l'OMA et du SAP dans les études sur la commercialisation mentionnées ci-dessus.
- **Organiser un atelier méthodologique sur l'analyse de la sécurité alimentaire et le suivi, l'évaluation.** Ce sera une activité transversale qui servira plusieurs composantes du projet et pourrait être présentée plus d'une fois à diverses audiences, dont :
  - Le personnel du siège du CSA à Bamako, comme préparation pour la formation renforcée sur place sur l'analyse de politique alimentaire et pour l'exécution des plans locaux. Cette formation sera également importante pour le personnel du CSA comme préparation pour le développement, avec MSU, d'une campagne de sensibilisation au sujet de la stratégie nationale de sécurité alimentaire (voir ci-dessous).
  - Les délégués régionaux du CSA à être nommés bientôt.
  - Le corps professoral et le personnel de l'IPR/IFRA, en tant qu'élément des efforts de renforcement de capacité de cette organisation (voir la section 2.3 ci-dessous).

- **Mettre à jour les équipements informatiques et des technologies de l'information appropriés du CSA et des services rattachés.** Cette mise à jour sera basée sur une estimation des besoins d'équipement des divers services qui sera effectuée au cours des premiers mois du projet. Nous prévoyons que la principale mise à jour des équipements concernera :
  - La fourniture des équipements informatiques pour les 8 bureaux des délégations régionales du CSA.
  - La mise à jour du matériel informatique très obsolète dans les 25 unités locales de collection et de diffusion (ULCD) de l'OMA
  - Une partie de la mise à niveau de l'équipement au centre de documentation et d'information du CSA, vu que ce centre jouera un rôle critique dans le suivi/évaluation de l'exécution des plans locaux de sécurité alimentaire décrit dans la section 2.2 en bas.
  - Il peut également y avoir quelques mises à niveau limitées d'équipement pour le SAP, mais nous ne prévoyons pas qu'ils seront les plus importants.
  
- **En collaboration avec la Division de Communication du CSA, développer et mettre en oeuvre une campagne d'information sur la Stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire (SNSA),** soulignant les approches compatibles avec le marché pour atteindre la sécurité alimentaire. Développer un tel programme en commun avec le CSA se fera lors des activités initiales de renforcement de capacité sur l'analyse de la sécurité alimentaire décrite ci-dessus. Il sera orienté vers les fonctionnaires locaux et les organisations impliqués dans la mise en oeuvre des plans locaux de sécurité alimentaire (voir la section 2.2 ci-dessous) ; des donateurs (à travers le PRMC); et le grand public, en capitalisant les liens que MSU a développé avec les journalistes à travers tout le pays pendant le dernier projet PROMISAM supporté par USAID/Mali, dans lequel MSU a fourni à des journalistes la formation sur des concepts de sécurité alimentaire de base, dans un effort d'amélioration de la qualité du débat public sur les questions alimentaires.
  
- **Fournir des bourses d'études à un personnel du CSA (peut être un des deux économistes)** pour faire un Master en Agroéconomie à MSU. Avec le CSA, MSU va identifier un cadre junior qui viendra à MSU à partir de 2010 pour faire un Master en Agroéconomie, avec un accent sur l'analyse des politiques. Le projet va couvrir la première année de ce programme de formation, et MSU va solliciter des fonds en dehors de l'USAID pour assurer les dernières années de formation. Le thème de recherche de la thèse portera sur les questions de politiques de sécurité alimentaire au Mali, et l'étudiant peut utiliser des données développées pendant les deux premières années du projet.

### **2.1.3 Coordination avec d'autres efforts de l'USAID**

Les activités de cette composante seront étroitement coordonnées avec d'autres composantes de l'Associate Award comme d'autres activités que MSU mettra en oeuvre en même temps au Mali à travers des financements non-USAID. Comme mentionné ci-dessus, il y a des synergies fortes entre les activités de renforcement de capacité pour le CSA dans l'analyse de politiques alimentaires et celles décrites dans la section 2.3 pour IPR/IFRA à Katibougou. Plusieurs des outils de formation développés pour le travail avec le CSA peuvent également être employés à IPR/IFRA, et quelques sessions communes de formation peuvent être arrangées. Une telle



programmation conjointe économiserait non seulement des ressources du projet mais établirait également des liens plus forts entre IPR/IFRA et le CSA, à l'avantage mutuel de tous les deux. En outre, les outils de formation développés et l'atelier méthodologique seront également importants pour les structures locales qui seront impliquées en aidant à la mise œuvre et au suivi des plans locaux de sécurité alimentaire (voir la section 2.2 ci-dessous). Le corps professoral et les étudiants d'IPR/IFRA seront également impliqués, selon leur disponibilité dans les études du marché à effectuer sous cette composante.

En outre, au cours du projet, MSU prévoit d'effectuer des études additionnelles sur le commerce et la politique agricole en Afrique de l'Ouest avec l'appui de la fondation William and Flora Hewlett, la fondation Bill and Melinda Gates, et la fondation Syngenta pour une agriculture durable. Si possible, MSU concevra ces études qui ne sont pas appuyées par l'USAID et les études de cette composante de l'Associate Award de façon à ce qu'elles soient basées sur le même échantillon, en utilisant un questionnaire unifié qui peut être introduit dans toutes les études au Mali. Ainsi, cela réduira non seulement le coût de la conduite de ces études mais permettra aussi aux études d'adresser une plus large gamme de questions importantes pour la sécurité alimentaire que n'importe quel autre projet ne pourrait soutenir de lui-même.

#### **2.1.4 Calendrier**

L'An 1 du projet se penchera sur l'évaluation des besoins de la formation et de l'équipement, l'acquisition de l'équipement, l'identification des deux économistes du CSA à former sur le tas, et la conception des outils de formation, les études spéciales, et la campagne d'information. Une partie des activités planifiées (études, ateliers) commencera à être mise en œuvre dans la deuxième moitié de l'An 1, avec l'An 2 et 3 se focalisant sur la mise en œuvre des programmes de formation et la campagne d'information (avec les activités discutées dans la section 2.2 ci-dessous), la conduite des études de commercialisation, et la diffusion des résultats de recherche.

#### **2.1.5 Le Personnel Clé de MSU**

C'est la composante majeure de l'Associate Award et va inclure plusieurs professeurs de MSU dans les efforts d'appuis importants. La supervision générale des activités sera assurée par Niama Nango Dembélé, le Coordinateur résident de MSU, et John Staatz, le Coordinateur de l'Associate Award basé sur le campus. Ils seront aussi impliqués dans le développement et l'exécution des composantes de la formation sur place pour le CSA et les structures affiliées, aussi bien que dans l'analyse de quelques unes des enquêtes de marché. A Bamako, ils seront appuyés pas un second analyste s que MSU envisage de recruter pour cette activité. Duncan Boughton, Co-directeur de l'Accord de Coopération sur la Sécurité Alimentaire III, qui a passé deux ans dans les années 90 entrain de travailler avec l'IER sur les questions de commercialisation du maïs, aidé par Valery Kelly, prendra la direction dans les efforts importants dans la recherche sur le du terrain.

## **2.2 *Objective 2 : Appui dans la Mise en Œuvre des Plans de Sécurité Alimentaire dans tout le Pays***

### **2.2.1 Termes de Référence**

Les TR affirment que le second objectif résultera dans la mise en œuvre au niveau des communautés de base, des plans de sécurité alimentaire élaborés en 2007 à travers le pays.

Au niveau des régions, des cercles et des communes, l'équipe d'appui technique va identifier les institutions collaboratrices (par exemple, les unités locales d'information du marché – OMA, les Chambres locales d'Agriculture) et de développer les outils pour que ces institutions deviennent des acteurs clés dans la mise en œuvre de la SNSA et des prestataires sûrs de service pour les collectivités décentralisées.

L'adjudicataire du contrat va travailler directement avec le programme de l'USAID sur la décentralisation. Une communication régulière, des réunions et planifications seront les clés pour la réussite de cette composante.

### **2.2.2 Composantes du Programme**

MSU propose que l'appui dans la mise en œuvre des plans locaux de sécurité alimentaire se focalise initialement sur 30 communes. Ce sont des communes où le gouvernement du Mali concentre initialement ses ressources dans la mise en œuvre du plan national de sécurité alimentaire (PNSA), et donc par conséquent ce sont des communes dans lesquelles les plans locaux sont en mesure d'être appliqués plus rapidement. Une fois que les procédures sont développées pour la mobilisation des ressources et des structures nécessaires à la mise en œuvre des plans dans ces 30 communes, ainsi que les procédures de suivi et évaluation, elles peuvent plus tard être généralisées aux autres communes du pays. Cependant, d'un point de vue évaluation, il sera important aussi d'avoir dès le début de communes dans les 30 retenues qui sont en dehors du groupe des 166 plus vulnérables afin d'être capable d'évaluer si les approches qui semblent ne pas bien marcher dans ces communes peuvent mieux réussir dans des contextes de plus grande sécurité alimentaire.

Le programme sera conjointement mis en œuvre par le CSA et MSU, en étroite collaboration avec l'équipe de décentralisation de l'USAID/Mali. Pour beaucoup de ces activités suivantes, nous impliquerons aussi, selon la faisabilité, des étudiants et des professeurs d'IPR/IFRA, ce qui va non seulement augmenter l'expertise locale incluse dans l'activité mais aussi apporter aux étudiants et aux professeurs une expérience pratique dans l'analyse politique dans le cadre de l'effort de l'Associate Award pour renforcer la capacité de l'IPR/IFRA dans ce domaine (voir section 2.3 de cette proposition). Les activités spécifiques de cette composante du projet concerneront :

- **Evaluation du progrès déjà enregistré par les 30 communes dans la mise en œuvre des plans locaux de sécurité alimentaire.** Cette évaluation impliquera plusieurs étapes, dont :

- Développement d'une méthode d'évaluation du progrès de mise en œuvre des plans locaux.
  - Formation locale des acteurs et les organisations dans les procédures d'évaluation du progrès de mise en œuvre. L'accent sera mis sur le travail avec les acteurs locaux et les organisations (telles que l'OMA et les Chambres d'Agriculture, aussi bien que les délégations régionales et les comités locaux de sécurité alimentaire) pour développer des procédures simples de suivi qui peuvent durer au niveau local en utilisant les ressources humaines.
  - Développement d'une procédure à travers laquelle le CSA et les collectivités locales pourront contracter avec ces organismes locaux pour le suivi en cours du plan de mise en œuvre.
- **Développer un système pour assurer un suivi et évaluation de la performance des plans locaux pour améliorer la sécurité alimentaire.** Développer un tel système impliquera :
    - Développement, conjointement avec le CSA, d'un ensemble d'indicateurs. Le but sera d'être en mesure d'identifier un petit groupe d'indicateurs qui sont significatifs en termes de leur capacité à indiquer le progrès dans l'atteinte de la sécurité alimentaire qui sont relativement faciles à collecter pour que la collecte soit effectuée, d'une manière durable, par une organisation telle que le SAP (par exemple, lien avec ses sites de sentinelle nutritionnelle), en collaboration avec les bureaux régionaux du CSA.
    - Sur la base des indicateurs, identifier les données qui ont besoin d'être collectées et la périodicité et méthodes de collection de données.
    - Identifier, équiper, et former le personnel dans les structures/organisations locales qui seront chargées de suivi de la performance des plans locaux.
- **Développement de la base de données** qui montrera les activités planifiées et entreprises dans le plan de sécurité alimentaire et l'évaluation des progrès faits dans la mise en œuvre dans le temps dans chaque commune, cercle, et région. Une telle base de données, à garder dans le centre d'information du CSA mais disponible en ligne et sur des CD pour les collectivités, les ONG et les partenaires de développement, servira plusieurs objectifs :
    - Elle servirait comme un lieu où toute personne intéressée dans les plans locaux de sécurité alimentaire pourrait trouver qui fait quoi, où et combien de progrès a été enregistré dans la mise en œuvre des plans.
    - Elle servirait aussi pour les dirigeants d'une localité telle qu'une commune, qui pourront trouver des projets similaires aux siens dans d'autres localités du pays, les partenaires de ces localités (exemple avec ONG), les progrès faits, et à quel coût. La base de données comporterait aussi l'information de contacts, afin que les communes effectuant des projets similaires puissent entrer en contact entre elles, promouvoir les échanges d'expérience intercommunautaire. En outre, en rendant plus transparent le progrès réalisé par chaque commune dans la mise en œuvre de ses plans (et fournir des informations comparables pour les autres communes), la responsabilité locale pourrait augmenter, ce qui est l'un des buts du programme de décentralisation de l'USAID.
    - En montrant qui fait quoi, où, et quel progrès est accompli dans les projets semblables dans différentes localités, la base de données offre l'opportunité d'effectuer de la recherche sur les types de programmes qui fonctionnent mieux dans quelles conditions. Ainsi, la base de données, complétée avec des enquêtes ciblées, fournirait un grand outil

de recherches empiriques pour aider à découvrir quelle approche marche mieux dans la réalisation de la sécurité alimentaire locale. Une telle base de données pourrait offrir des opportunités aux étudiants et au corps professoral de l'IPR/IFRA pour effectuer des recherches très pratiques qui pourraient être très utiles au CSA et aux collectivités en donnant une touche de perfection à leurs programmes.

La base de données construira sur une première architecture de base de données développée sous le projet précédent de PROMISAM et s'inspirera également d'un portail en ligne de base de données développé par Dr. Mark Skidmore de MSU pour les collectivités du Michigan afin de les permettre de suivre leur performance dans la gestion des finances publiques locales.

### **2.2.3 Coordination des efforts**

Le programme sera étroitement coordonné avec les autres composantes de l'Associate Award. Comme expliqué auparavant, l'atelier méthodologique sur l'analyse de la sécurité alimentaire, le suivi évaluation sous l'objectif 1 sera aussi utilisé dans la formation des structures locales qui seront impliquées dans le suivi de la mise en œuvre des plans locaux. En plus, les études exécutées sous l'objectif 1 fourniront une compréhension des facteurs qui pourraient affecter la mise en œuvre des plans, et les anomalies constatées dans le suivi des plans pourraient motiver la conception des études approfondies de marché. Les étudiants de l'IPR/ISFRA et les professeurs seront impliqués autant que possible dans le suivi et l'évaluation des activités, et dans la recherche sur les facteurs qui expliquent les différences dans les taux de succès de la mise en œuvre des plans dans les communes. Il est exigé aux étudiants de l'IPR/ISFRA de faire des stages pratiques comme faisant partie de leur programme de formation, et MSU travaillera avec l'IPR/IFRA afin que ces stages avec le SAP et les délégations régionales du CSA, les comités locaux de sécurité alimentaire, et les autres organisations chargées du suivi et de l'évaluation soient acceptés comme faisant partie de la formation académique des étudiants.

### **2.2.4 Calendrier**

L'An 1 sera focalisé sur le développement des approches pour mesurer les progrès dans la mise en œuvre des plans dans les 30 communes. Au cours de l'An 1, les outils de formation pour l'évaluation locale seront aussi développés, et un inventaire des structures locales qui peuvent être impliquées dans le suivi sera fait. La conception des données de base et les outils pour le suivi et l'évaluation auront aussi lieu durant l'année 1. L'An 2 et 3 seront focalisés sur le suivi et l'évaluation des progrès dans la mise en œuvre des plans, commençant avec les 30 communes s'étendant à d'autres si le temps et les ressources le permettent.

### **2.2.5 Le personnel Clé de MSU**

La supervision générale de cette activité sera assurée par Niama Nango Dembélé, Coordinateur résident de MSU au Mali et John Staatz, le Coordinateur de sécurité alimentaire basé sur le campus. La formation sur le terrain sera conduite par Abdramane Traoré, Assistant de Recherche

et Spécialiste de Formation en collaboration avec les collègues du CSA. L'équipe sera complétée par le Professeur de MSU Valerie Kelly et le Spécialiste Steve Longabaugh (pour le suivi et évaluation, comprenant le travail avec le centre informatique du CSA), Dr Mark Skidmore contribuera à la conception et la mise en œuvre des bases données du suivi et évaluation, pendant que d'autres professeurs (par exemple, Mywish Maredia) pourraient être appelés pour des travaux de courte durée telle que l'assistance dans la conception des procédures de suivi et évaluation.

### ***2.3 Objectif 3: Le Développement d'un Programme Académique et Pratique pour l'Université de Bamako/ IPR Katibougou en Appui aux Analystes Maliens dans les différents domaines pour assurer la Sécurité Alimentaire Durable***

#### **2.3.1 Termes de Référence**

Les TR de l'USAID soumis à MSU spécifient que l'assistance consistera au minimum à:

- Travailler avec les professeurs de l'Université du Mali concernés pour développer un programme et les cours subsidiaires;
- Former des professeurs au développement du programme académique;
- Renouveler l'équipement et le système informatique pour appuyer l'élaboration du programme académique.

- Former les services d'appui nécessaires.

MSU répondra à ces termes de référence en travaillant en collaboration avec IPR/IFRA pour renforcer ses capacités d'enseigner et d'entreprendre des recherches appliquées en analyse de politique alimentaire et de sécurité alimentaire et dans des domaines relatifs à l'agroéconomie. Ce travail sera basé sur les rapports étroits de collaboration développés entre l'IPR/IFRA et MSU durant les années 2003-05 à travers le programme MSU-IPR/IFRA (financé par ALO/HED) qui renforça le programme de technologie agricole de 2 ans (Bac + 2) de l'IPR/IFRA. Il sera aussi basé sur l'investissement de l'USAID/Mali dans la fourniture d'un V-Sat de connexion Internet en 2006. Le renforcement des capacités de l'IPR/IFRA exigera le renforcement des capacités de base en agroéconomie et en agro-industrie. Historiquement, l'agroéconomie a été le domaine faible du programme académique et des professeurs de l'IPR/IFRA, et donc cette composante de l'Associate Award sera focalisée sur le renforcement des capacités des professeurs aussi bien que le développement d'un programme académique.

### 2.3.2 Composantes du Programme

Le plan de travail détaillé pour cette composante du programme sera développé avec les professeurs de l'IPR/IFRA lors de leur visite de travail à MSU en fin Octobre 2008. Le programme sera passé en revue et révisé annuellement en consultation avec l'USAID/Mali. Nous prévoyons que le programme comprendra les éléments suivants :

- **Évaluation des besoins en renforcement des capacités à l'IPR/IFRA** (pour les étudiants et professeurs) en vue de conduire une analyse de politique alimentaire et développer les compétences en agroéconomie et en agro-industrie.  
Cette évaluation comprendra les éléments suivants :
  - Une revue initiale du profile actuel du corps professoral et les cours offerts en agroéconomie et en agro-industrie en vue d'identifier les forces et faiblesses du programme actuel. Ce processus débutera en octobre 2008 avec la visite des professeurs de l'IPR/IFRA à MSU et celle des professeurs de MSU à Katibougou.
  - L'enquête des employeurs potentiels des diplômés de l'IPR/IFRA et les usagers des services d'analyse de politique de l'IPR/IFRA en vue d'identifier les besoins de formation pour les étudiants et les besoins non satisfaits d'analyse politique que l'IPR/IFRA pourrait satisfaire. Conduire une telle enquête fut une approche que l'IPR/IFRA a utilisé pour reformuler son programme académique de 2 ans (BAC + 2) en technologie agricole et cela s'est révélé très utile dans l'identification des besoins de réforme de ce programme académique.
- **Le développement d'un programme académique** en analyse de politique agricole et les capacités de base en agroéconomie et en agro-industrie à 5 niveaux:
  - Les cours de courte durée (à travers le Centre d'Education Continue de l'IPR/IFRA) à être offerts aux décideurs de politiques, le personnel dans les organisations de recherche tels que l'IER, les ONG, les leaders des organisations paysannes et les ministères techniques. Ces cours peuvent être aussi utilisés comme une partie du programme de renforcement de la capacité analytique du CSA au niveau du siège et des délégations régionales.

- Un programme académique en analyse de projet de base pour le programme de 2 ans (BAC + 2)
- Un programme académique d'analyse de politique à être incluse dans le programme de 4 ans de vulgarisation agricole. Cela devrait inclure une focalisation significative sur la commercialisation agricole et l'agro-industrie afin que les vulgarisateurs soient bien équipés pour aider les paysans à participer effectivement dans les différentes filières de production.
- Un programme académique pour le cycle d'ingénieur agronome de 5 ans, incluant le développement d'une spécialité en agroéconomie. La plupart des cours pour le programme de 4 ans sera conjointement organisée pour le cycle de 5 ans.
- Eventuellement, aider l'IPR/IFRA à développer des plans pour le programme de Master en agroéconomie et en analyse de politiques comme faisant partie de l'évolution de l'école vers le modèle L-M-D (Licence-Master-Doctorat).

L'Associate Award se focalisera d'abord sur le programme de cours de courte durée, BAC + 2, et le programme de vulgarisation de 4 ans. Mais durant les dernières phases du projet, il aidera aussi à envisager ce que le programme de Master nécessitera en termes de curriculum, ressources humaines et autres ressources (ex : les besoins de bibliothèque et d'ordinateur).

La plupart des cours pour le cycle de 4 ans pourra être couplée avec le programme de 5 ans. Les matériels d'enseignement pourront provenir des modules d'analyse de politiques pour les différents sous secteurs développés récemment à travers une consultation financée par le CERCAP<sup>2</sup> pour l'IPR/IFRA, un lot de matériels d'enseignement d'analyse politique (en français) développé par l'Université Laval au Québec, les matériels développés par MSU durant son projet de mise en œuvre et d'appui à l'unité d'analyse macroéconomique de l'Institut de Recherche Agricole du Sénégal (ISRA), les différents documents de recherche développés par MSU sur l'analyse de politique alimentaire durant les 25 dernières années, matériels de ENSA Montpellier, France, et la traduction et l'adaptation du matériel d'enseignement de MSU dans ce domaine (aussi bien que d'autres universités américaines).

Le programme académique contient plus que les cours. En particulier, MSU travaillera avec l'IPR pour développer des opportunités de stage et de recherche pour les étudiants dans le développement agricole, le secteur privé, et les efforts d'analyse des politiques à travers le Mali. Par exemple, nous explorerons les possibilités d'impliquer les étudiants de l'IPR/IFRA dans le programme de suivi et évaluation de la mise en œuvre des plans locaux de sécurité alimentaire décrits dans la section 2.2 de cette proposition. De tels sages et opportunités de recherche aideraient à développer un environnement d'apprentissage actif pour les étudiants et le personnel de IPR/IFRA, et leur donner l'expérience dans l'application pratique des compétences techniques enseignées en classe, aussi bien qu'aider les organisations appuyant les stagiaires de IPR/IFRA à identifier des futurs employeurs potentiels.

- **Renouvellement de l'équipement informatique et réseau pour appuyer la réforme du programme académique :** MSU et l'IPR/IFRA conduiront une analyse des besoins

---

<sup>2</sup> Centre d'Etude et de Renforcement des Capacités d'Analyse et de Plaidoyer, mis en place en 2005 sous le Ministère du Commerce pour supporter la capacité analytique à travers le gouvernement et le secteur privé.

additionnels en équipements informatiques et logiciels pour appuyer le nouveau programme académique et aussi fournir une formation d'utilisation des outils d'informatique dans l'enseignement et la recherche de politiques agricoles. Cet effort fondé sur les programmes précédents de MSU initiant les professeurs de l'IPR/IFRA aux outils tels que l'AGORA en ligne pour accéder aux journaux scientifiques en agriculture (développés par la FAO) et le portail sur la Sécurité et Politiques Alimentaires pour l'Afrique (développée par MSU).

- **Développement d'un plan de formation complémentaire (si nécessaire), recrutement de nouveaux professeurs :** L'actuel corps professoral a besoin d'adapter ses compétences, et si le programme en agroéconomie/analyse de politique devrait être étendu, il y aura éventuellement le besoin de recruter de nouveaux professeurs. MSU travaillera avec la direction de l'IPR/IFRA pour identifier les besoins, développer un plan de développement du personnel de 5 ans, et aider à identifier les ressources (y compris ce projet) pour commencer la mise en œuvre de ce plan.
- **Fournir une bourse d'étude à un jeune du corps professoral** pour poursuivre un diplôme de Master en agroéconomie à MSU. Avec la direction de l'IPR/IFRA, MSU identifiera un jeune professeur qui viendra à MSU en 2009 pour poursuivre un Master en agroéconomie avec un accent particulier sur l'analyse de politiques.
- **Echanges d'étudiants/ Professeurs**

Comme faisant partie du plan de développement du corps professoral, MSU et l'IPR/IFRA développera une série d'échanges d'étudiants et professeurs. Des professeurs de l'IPR/IFRA iront à MSU pour renforcer les compétences dans des domaines particuliers à travers des cours (un semestre), séminaires, et travaux conjoints avec les collègues de MSU. En plus des compétences spécifiques en analyse de politiques en agroéconomie/agro-industrie, les échanges fourniront aussi des opportunités à la direction de l'IPR/IFRA de développer de nouvelles approches d'administration académique à travers des interactions avec les professeurs de MSU qui gèrent des programmes similaires. Des professeurs de MSU iront aussi au Mali pour travailler avec les collègues maliens sur le programme académique et le développement de la recherche et offrir des cours de courte durée aux professeurs et le personnel de l'IPR/IFRA sur des sujets sélectionnés. Des exemples de sujets incluront l'analyse économique des technologies agricoles, les techniques d'évaluation des plans locaux de sécurité alimentaire (avec le CSA), et l'utilisation de l'internet pour la recherche et l'analyse de politiques agricoles. En plus, MSU et IPR/IFRA exploreront la possibilité d'amener des étudiants<sup>3</sup> de MSU candidats au Doctorat en Agriculture, Agro Alimentaire, et Economie des Ressources à Katibougou pour offrir des cours à long terme et conduire la recherche avec les collègues de l'IPR/IFRA. De tels échanges aideraient à assurer que des cours sont enseignés à l'IPR/IFRA pendant que des professeurs maliens sont en formation aux Etats-Unis. MSU discutera avec l'IPR/IFRA la possibilité d'enseigner certains cours en anglais comme un moyen d'ajouter une dimension bilingue au programme académique de l'IPR/IFRA.

---

<sup>3</sup> Par exemple Abdoul Murekezi, un étudiant au Doctorat du Rwanda qui était Doyen adjoint de la Faculté d'Agriculture de l'Université du Rwanda avant de venir à MSU. En sa capacité, Mr. Murekezi a aidé à diriger une réforme de programme académique au sein de la Faculté.



- **Invitation de Conférenciers.** Il y a un grand nombre d'économistes, maliens et expatriés, travaillant sur les sujets d'analyse de politiques au Mali. Ils travaillent dans divers projets, ministères, organisations des bailleurs de fonds et ONG. Ils représentent une large ressource inexploitée pour l'IPR/IFRA dans le développement de son programme d'analyse de politiques. MSU travaillera avec l'IPR/IFRA pour développer et identifier des sources de financement pour les conférenciers, à travers lesquelles ces experts seront invités à l'IPR/IFRA pour animer un séminaire sur leur travail et avoir des interactions avec les étudiants et professeurs sur les sujets courants de politiques et les besoins de compétences pour les développer. Nous croyons, suite aux discussions informelles avec beaucoup de ces gens, qu'ils seraient volontaires à participer dans de tels programmes sans une grande compensation pécuniaire. Les séminaires non seulement exposeront les étudiants et professeurs aux travaux pratiques d'analyse de politiques, mais rehaussera aussi l'image de l'IPR/IFRA parmi les clients externes aussi bien que parmi les potentiels étudiants et professeurs comme « une place où aller » au Mali pour être au centre d'analyses et débats continues de politiques.
- **Développement d'une stratégie de rétention du personnel.** Historiquement, l'un des défis auxquels l'IPR/IFRA a fait face est de retenir les professeurs en agroéconomie à cause de la forte demande de ces compétences dans d'autres domaines de l'économie croissante malienne. (exemple : projets de développement, banques, et bureaux de consultations). Pendant que beaucoup de professeurs de l'IPR/IFRA conduisent des consultations pour compléter leurs revenus, cela est fait de façon individuelle et contribue peu au programme académique ou institutionnel de recherche à l'IPR/IFRA. MSU travaillera avec l'IPR/IFRA pour identifier des modèles alternatifs qui permettraient à l'école d'attirer, en tant qu'institution, plus de services de recherche qui rehaussent la réputation de l'IPR/IFRA pour la recherche appliquée et attire des ressources qui pourraient compléter les salaires des professeurs. Cela pourrait simplement concerner les politiques relatives aux activités de consultations par les professeurs et comment les gains peuvent être partagés avec l'institution. De façon ambitieuse, cela pourrait se traduire par l'établissement d'un centre comme le Centre de MSU pour l'Economie Appliquée (dans le département d'Agriculture, Alimentation, et d'Economie de Ressources), lequel conduit des analyses de politique appliquée et de projet sur la base de service payé de recherche et renforce l'image du département où des clients externes peuvent aller pour l'analyse de haute qualité et objective. Le succès d'un tel centre dépendrait du maintien d'un grand nombre de personnel qualifié, mais une fois que le centre est en place, il attirera et retiendra des professeurs de haute qualité.
- **Développement d'une stratégie de recrutement des étudiants y compris l'identification du profil des étudiants désirés :** Si l'IPR/IFRA devrait étendre son programme à l'économie agricole et analyse de politiques, il aura besoin d'identifier le type d'étudiants avec plus de chance de réussir dans le programme. MSU travaillera avec les professeurs l'IPR/IFRA pour développer une stratégie pour identifier et recruter des étudiants avec des bases qui leur permettront de réussir. Par exemple, les étudiants actuels de l'IPR/IFRA dans le cycle de 5 ans font leurs 2 premières années en sciences générales à la Faculté des Sciences et Technologies de l'Université de Bamako. Pour le nouveau programme, il serait plus intéressant de recruter les étudiants de la Faculté des Sciences Juridiques et Economiques pour être sûr que les étudiants ont les compétences introductives nécessaires en

économie. Les problèmes de la grève et le retard des examens soulèvent des questions quant au comment coordonner les admissions. L'IPR/IFRA aussi forme des étudiants d'Afrique de l'Ouest francophone. Conséquemment, le plan de recrutement aussi identifiera les sources potentielles d'étudiants en analyse de politiques venant des pays voisins, tels que le Sénégal, le Niger, et la Côte d'Ivoire, lesquels manquent de tels programmes et pourraient être d'importantes sources de potentielle demande pour le programme de l'IPR/IFRA.

- **Panel de Conseil Extérieur.** Un élément clé pour créer et maintenir un programme qui répond aux besoins rampants du Mali en agroéconomie, agro-industrie, et l'analyse de politiques est d'avoir un panel de conseil extérieur qui cherche des information avec les parties prenantes à propos des besoins en compétences des employeurs et les sujets de politiques qui affectent leurs activités et affaires. Dans le précédent programme financé par ALO/HED, MSU a aidé l'IPR/IFRA à mettre en place un tel panel pour le conseiller sur le programme de 2 ans de technologies agricoles. Nous explorerons avec l'IPR/IFRA si la composition de ce panel devrait être élargie pour aussi conseiller sur le programme de politiques et d'agroéconomie ou mettre en place un nouveau panel. De tels panels sont non seulement utiles pour conseiller sur le contenu du programme, mais aussi pour établir des liens avec des clients pour faciliter la création d'opportunités de stage pour les étudiants et un appui général pour l'école.

### 2.3.3 Coordination des efforts

MSU et l'IPR/IFRA coordonneront étroitement les efforts sous cette composante du programme avec les autres composantes de l'Associate Award aussi bien que les efforts antérieurs et actuels à l'IPR/IFRA. En termes de cet Associate Award, il y a de fortes synergies potentielles entre les efforts de renforcement des capacités d'analyse de l'IPR/IFRA et ceux décrits dans la section 2.1 sur le renforcement de la capacité d'analyse de politique du CSA. Il y a une opportunité pour des séminaires conjoints entre l'IPR/IFRA et le CSA dans le court terme, et comme la capacité d'analyse de politique des professeurs augmente, ces séminaires peuvent fournir au CSA une source d'analyse continue de politique (exemple : à travers la création potentielle du centre pour l'analyse économique). En plus, la composante du programme focalisé sur la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des plans locaux de sécurité alimentaire aussi bien que les études à être conduites pour le CSA (décrites dans la section 2.1 et 2.2 de cette proposition) offrent beaucoup d'opportunités pour impliquer les étudiants et les professeurs de l'IPR/IFRA. Cela coûtera relativement moins cher pour la conduite de certaines études et renforcera les compétences de recherche appliquée et d'analyse des professeurs et étudiants et conduira au transfert de certaines de ces compétences aux communautés locales et les bureaux régionaux du CSA.

De 2008-2010, MSU conduira un nombre d'études séparées mais complémentaires en Afrique de l'Ouest avec l'appui de la fondation William et Flora Hewlett, la fondation Bill et Melinda Gates, et la fondation Syngenta pour le développement d'une agriculture durable. MSU explorera les possibilités pour impliquer dans ces études les étudiants et les professeurs de l'IPR/IFRA et les deux économistes du CSA de manière à soutenir les objectives de ce projet. Les résultats de recherche résultant d'une telle participation pourraient être présentés à l'IPR/IFRA à travers de séminaires spéciaux pour renforcer davantage le programme d'analyse de politiques de l'IPR/IFRA.

MSU a été aussi contacté par Dr. Jeremy Foltz, professeur associé d'agroéconomie et d'économie appliquée à l'Université de Wisconsin-Madison, qui est actuellement au Mali pour une année en tant que chercheur de Fulbright travaillant avec l'IER. Il a montré un intérêt pour aider à renforcer la capacité d'agroéconomie de l'IPR, et nous sommes d'accord pour explorer des opportunités conjointes pour atteindre ce but.

MSU coordonnera aussi étroitement ses efforts avec ceux du CERCAP, pour renforcer l'analyse de politiques agricoles de l'IPR/IFRA. Le CERCAP, avec un financement de la Fondation de Renforcement des Capacités Africaines, a recruté Dr. Boubacar Ndiaye, professeur sénégalais d'agroéconomie, pour développer des modules de formation des formateurs en analyse de politique, conçus autour des sous secteurs agricoles. L'IPR/IFRA et le CERCAP ont demandé que MSU collabore avec eux dans le cadre d'une proposition actuelle de mise en place d'un programme unifié d'analyse de politiques agricoles. Les manuels de la formation des formateurs seront utiles non seulement pour renforcer le programme académique à l'IPR/IFRA mais pourraient être adaptés pour l'utilisation dans le renforcement des capacités avec le personnel du CSA à Bamako, les délégations régionales du CSA et les comités locaux de sécurité alimentaire. Pour la première étape de cette coordination, Dr. Ndiaye et Boubacar Macalou, le Directeur du CERCAP, iront avec le personnel de l'IPR/IFRA à MSU fin Octobre pour développer les plans détaillés de mise en œuvre.

#### **2.3.4 Calendrier**

##### **L'An 1**

- Revue initiale du programme académique de l'IPR
- Mise en place du panel de Conseil Extérieur
- Enquête sur des employeurs potentiels concernant les compétences désirées pour les nouveaux employés
- Évaluation des besoins d'ordinateur et les achats initiaux de l'équipement
- Évaluation des besoins de développement des professeurs y compris le recrutement et la formation à court et long terme

##### **L'An 2**

- Réformes Initiales du programme académique
- Développement d'une stratégie de recrutement des étudiants
- Echanges Initiaux étudiants et professeurs
- Un professeur de l'IPR à MSU pour un Master
- Activités initiales de développement des professeurs
- Début de la formation de courte durée

##### **L'An 3**

- Achats complémentaires des équipements d'ordinateurs
- Mise en œuvre de la stratégie de recrutement des étudiants
- Continuation du développement des professeurs et des activités d'échanges
- Continuation des activités de formation de courte durée

- Evaluation de Projet et l'identification des activités nécessaires de suivi

### **2.3.5 Le Personnel Clé de MSU**

Le leader de cette composante du coté de MSU sera les Professeurs Eric Crawford et Scott Loveridge du Département d'Alimentation, d'Agriculture, et d'Economie des Ressources (AFRE). Ils ont tous les deux une riche expérience dans la conception des programmes académiques en économie et en recherche appliquée en Afrique Francophone. Dr. Crawford est l'ancien Directeur du département et coordinateur du programme de formation, Dr. Loveridge occupe actuellement cette position.

Dr. Crawford a travaillé de 1983-86 sur un projet MSU financé par l'USAID qui aide à renforcer la recherche en agroéconomie et en analyse de politiques de l'ISRA au Sénégal. Il a appuyé 2 nouvelles unités au sein de l'ISRA, lesquels se sont focalisés sur l'analyse de politiques agricoles et la recherche des systèmes de production. Dr. Crawford a codirigé les projets de suivi au Sénégal de 1987-92. A MSU, Dr. Crawford a enseigné les techniques analytiques de gestion et d'investissement des fermes, y compris une focalisation sur l'analyse de politiques agricoles. Dr. Crawford a effectué plusieurs missions au Mali comprenant la participation à l'équipe de MCC-DAI évaluant la proposition de projet d'irrigation d'Alatoma en 2006.

Dr. Loveridge a apporté un leadership aux récents changements de programme académique à l'AFRE et sert dans le comité pour l'analyse économique et est fréquemment demandé de servir comme un examen externe des programmes académiques américains et étrangers. L'expérience domestique de Dr. Loveridge en vulgarisation et 5 années d'expérience en vulgarisation et travail sur les politiques en Afrique Francophone sont d'importants atouts. Sa concentration sur le développement régional aidera à connecter avec de nouveaux acteurs.

Drs. Crawford et Loveridge seront appuyés par d'autres professeurs de MSU pour des travaux spécifiques (particulièrement quand les professeurs de l'IPR/IFRA viendront à MSU pour la formation sur les outils d'analyse spécifique de politiques). Par exemple, Dr. Brent Ross, qui actuellement coordonne le programme académique de licence de MSU en agro-industrie et entrepreneuriat travaillera avec les professeurs de l'IPR/IFRA sur les sujets relatifs à la réforme du programme académique. Les professeurs de MSU travailleront étroitement avec Dr. Kardigué Coulibaly, le Directeur du Département des Sciences Economiques et Sociales où sera affecté le programme d'analyse de politiques.

## ***2.4 Objectif 4: Organisation de la Table Ronde du Mali à travers l'Appui au comité en charge du développement du Programme de Développement Durable de l'Agriculture Africaine***

### **2.4.1 Termes de Référence**

Les TR de l'USAID soumis à MSU stipulent que l'appui consistera au minimum à :

- Faciliter les liens techniques entre les services centraux au niveau des Ministères de l'Agriculture et de l'Intégration Africaine;
- Faciliter les liens entre la CEDEAO et le bureau CAADP et les bureaux appropriés au Mali;
- Assurer les facilités diverses telles que les voyages et formations au Mali, à Abuja ou ailleurs.

### **2.4.2 Composantes du Programme**

Le plan du compact national malien NEPAD/CAADP (conçu dans le contexte de la Politique Agricole de la CEDEAO) est entrain d'être développé par un comité national, coordonné par le Ministère des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration Africaine. Ce comité compte des représentants de beaucoup d'agences techniques, dont (entre autre) le Ministère de l'Agriculture, le Ministère de l'Elevage et de la Pêche, et le Commissariat à la Sécurité Alimentaire. Le processus est supervisé par un comité technique dans lequel MSU est membre. Le comité, travaillant avec des consultants maliens, prépare un rapport identifiant les investissements et d'autres initiatives déjà planifiées par le gouvernement malien dans le contexte de la deuxième génération PRSP, des importants changements et les investissements restants nécessaires pour accélérer la croissance agricole pour arriver au but de 6% retenu par le PDDAA(Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine)Une part importante du processus est l'analyse, basée sur le model développé par l'IFPRI de l'impact des investissements alternatifs sur la croissance économique au Mali.

Sous cet Associate Award, MSU va entreprendre les activités suivantes en conjonction avec le Secrétariat Technique Malien du NEPAD/CAADP :

- **Aider à organiser des consultations périodiques entre le Ministère de l'Intégration Africaine et le Ministère de l'Agriculture** et d'autres structures pour la revue des plans d'investissement.
- **Apporter un appui technique au développement du compact malien de CAADP**, travaillant étroitement avec les consultants maliens.
- **Apporter un appui technique au Secrétariat Technique Malien du NEPAD/CAADP** dans la mise en œuvre des tâches de coordination.
- **Apporter un appui technique à l'organisation de la table ronde nationale** en 2009 pour revoir et valider le compact national proposé.
- **Participer dans les rencontres nationales et régionales liées au développement du compact national malien et sa table ronde.**

### 2.4.3 Coordination des efforts

MSU a été fortement impliqué avec le Secrétariat du NEPAD/CAADP dans le développement au niveau du continent d'un Cadre de travail pour la Sécurité Alimentaire en Afrique (FAFS) pour le 3<sup>ème</sup> pilier du CAADP, et dans l'appui au développement des compacts nationaux du CAADP en Afrique de l'Est et Australe. MSU était un membre invité par le Groupe des Experts de Références pour la préparation du 3<sup>ème</sup> pilier du Cadre de travail de CAADP. Ce cadre de travail apporte une vision, un but et des objectifs pour la sécurité alimentaire au niveau du continent, et apporte un guide sur la façon d'opérationnaliser les liens avec trois autres piliers du CAADP (traitant avec les ressources de la terre et de l'eau, les marché et le commerce, et la technologie agricole) pour accroître la résilience des populations vulnérables et les intégrer dans un processus de croissance agricole. Avec le support du Bureau Africain de l'USAID, MSU a aussi travaillé extensivement avec COMESA dans la préparation des documents de concept pour appuyer le compact régional de développement, apporté une assistance à l'équipe de conception du programme régional de commerce (ACTESA), et appuyé dans les activités CAADP au niveau du pays au Kenya, Malawi et Zambie. MSU va s'appuyer sur ces expériences pour aider à informer le processus de développement des compacts du Mali et de l'Afrique de l'Ouest.

#### **2.4.4 Calendrier**

Beaucoup d'activités sous cette composante seront exécutées dans l'An 1. Cependant, ces activités peuvent être étendues à l'An 2 selon la vitesse avec laquelle la CEDEAO et les différents ministères impliqués bougent.

#### **2.4.5 Le Personnel Clé de MSU**

Le personnel clé de MSU dirigeant cet effort sera Niama Nango Dembélé (le Coordinateur résident de MSU au Mali) et Duncan Boughton, qui a une expérience extensive au Mali et qui a participé dans le développement du 3<sup>ème</sup> pilier du NEPAD/CAADP et contribué au développement des compacts nationaux en Afrique de l'Est et Australe. Dr. Boughton a aussi une expérience en recherche extensive sur le terrain à travers l'Afrique, donc 2 années de travail avec l'IER au cours des années 90.

### **3. Calendrier de Mise en Œuvre (1<sup>er</sup> Novembre 2008 – 30 Octobre 2011)**

Voir l'Annexe 1 pour le calendrier proposé de mise en œuvre.

## Annexe 1: Calendrier de Mise en Œuvre 2008-2011

### Renforcer la Capacité du Gouvernement Malien à Développer des Réponses Analytiques et à Base de Marché à la Sécurité Alimentaire

	2008		2009										2010										2011															
	Nov	Dec	Jan	Fev	Mar	Avr	Ma	Jun	Jul	Aoû	Sep	Oc	Nov	Dec	Jan	Fev	Mar	Avr	Ma	Jun	Jul	Aoû	Sep	Oc	Nov	Dec	Jan	Fev	Mar	Avr	Ma	Jun	Jul	Aoû	Sep	Oc		
<b>I. Augmenter et Développer Davantage les Qualités Techniques et Analytiques du CSA et de ses Agences Affiliées de Soutien</b>																																						
<b>Renforcer la capacité d'analyse et de planification</b>																																						
A1.1: Evaluation des besoins																																						
A1.2: Développement des modules de formation																																						
A1.3: Formation planifiée et effectuée																																						
A1.4: Personnel du CSA fait le Master à MSU																																						
<b>Recruter 2 économistes</b>																																						
A1.5: Identifier économistes																																						
A1.6: Bureau fourni																																						
A1.7: Impliquer dans les etudes du CSA																																						
<b>Etudes commerciales</b>																																						
A1.8: Sujets d'études identifiés																																						
A1.9: Planification et mise en oeuvre																																						
- Etude 1:																																						
- Etude 2:																																						
- Etude 3:																																						
A1.10: Resultats diffusés																																						
- Etude 1:																																						
- Etude 2:																																						
- Etude 3:																																						
<b>Les structures rattachéesdu CSA formées</b>																																						
A1.11: Evaluation des besoins																																						
A1.12: Formation développée																																						
A1.13: Formation planifiée et effectuée																																						
<b>Atelier méthodologique</b>																																						
A1.14: Module deFormation développé																																						
A1.15: Identifier les participants																																						
A1.16: Atelier organize et tenu																																						
<b>Mise à niveau de l'équipement</b>																																						
A1.17: Evaluation des besoins																																						
A1.18: Achat et installation																																						
<b>Campagne de publicité de la SNSA</b>																																						
A1.19: Identifier les thèmes																																						
A1.20: Développer le Le plan de communication																																						
A1.21: Plan de communication exécuté																																						



**Appendix 1 (cont'd)**  
**Strengthening the Capacity of the Malian Government to Develop Analytical and Market Based Food Security Responses**  
**Implementation Calendar: 2008-2011**

	2008		2009												2010												2011												
	Nov	Dec	Jan	Feb	Mar	Apr	May	Jun	Jul	Aug	Sep	Oct	Nov	Dec	Jan	Feb	Mar	Apr	May	Jun	Jul	Aug	Sep	Oct	Nov	Dec	Jan	Feb	Mar	Apr	May	Jun	Jul	Aug	Sep	Oct			
<b>2. Assistance in Implementing Food Security Plans Country-wide</b>																																							
<b>Evaluate current status</b>																																							
A2.1: Evaluation method developed																																							
A2.2: Information, planning and training missions																																							
A2.3: Training sessions																																							
A2.4: Signed contracts for evaluation work																																							
A2.5: Contract monitoring and followup																																							
<b>Food security plans implementation monitoring plan developed</b>																																							
A2.6: Cercle level synthesis																																							
A2.7: Regional level synthesis																																							
A2.8: National level synthesis																																							
<b>Joint MSU and USAID decentralization team activities are planned</b>																																							
A2.9: Meetings calendar set up																																							
A2.10: Planning and execution of common activities																																							
A2.11: Identification of performance indicators																																							
A2.12: Data, frequency and methods identified																																							
A2.13: Identification and training of staff in charge of monitoring																																							
<b>3. Development of an Academic and Practical Curriculum for the University of Bamako/ IPR Katibougou in support of Malian educated analysts in the range of components to ensure continuing food security</b>																																							
A3.1: Analysis of needed skill sets																																							
A3.2: Development of a curriculum																																							
A3.3: Upgrading computer equipment/systems																																							
A3.4: Plan for additional training/recruitment																																							
A3.5: Faculty/graduate student exchanges																																							
A3.6: Development of a guest lecture series																																							
A3.7: Staff retention strategy																																							
A3.8: Student recruitment strategy																																							
A3.9: External advisory panel																																							
A.3.10 IPR/IFRA Faculty Member studies for MS degree at MSU																																							
<b>4. Completion of the Mali Round Table through support to the committee on the development of the Comprehensive African Agricultural Program</b>																																							
A4.1: Help organize periodic consultations																																							
A4.2: Technical support to compact development																																							
A4.3: Help the Malian secretariat in its coordination role																																							
A4.4: Technical support for the organization of the national CAADP roundtable.																																							
A4.5: Participate in national and regional meetings related to the development and implementation of the CAADP compact																																							